



Les effets du genre sur l'inclusion financière : une approche qualitative

The gender effect on financial inclusion : a qualitative approach

Auteur 1 : SENE Seynabou

Auteur 2 : KA Mamadou Moustapha

Seynabou SENE, (phD1)
UCAD/FASEG

Mamadou. Moustapha KA enseignant chercheur
UCAD/ESEA

Déclaration de divulgation : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

Pour citer cet article : SENE .S & KA .M M. (2022). « les effets du genre sur l'inclusion financière : une approche qualitative », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 15 » pp: 628 – 664.

Date de soumission : Octobre 2022

Date de publication : Décembre 2022



DOI : 10.5281/zenodo.7560035
Copyright © 2022 – ASJ



Résumé

Le Sénégal est un pays touché par les discriminations basées sur le genre même dans le secteur bancaire. Les femmes Sénégalaises accèdent moins aux services bancaires que les hommes. Ce document se propose d'identifier l'ampleur des effets genres sur cette différence d'accès aux services financiers et de mettre la lumière sur le degré d'intervention des autres critères explicatifs de cet accès. Pour l'accomplissement de cette tâche, nous allons effectuer une analyse des effets genres sur l'inclusion financière. Il est envisagé un modèle de régression logit simple, à partir des données de l'enquête démographique de la Santé au Sénégal en 2017 concernant un échantillon de 41141 adultes recensés durant cette enquête. Il découle de cette régression que le genre impact certes l'inclusion financière de la population sénégalaise, mais cet impact n'est pas statistiquement significatif. Cependant, l'accès aux financements est en plus grande partie expliqué par les caractéristiques sociales telles que le niveau d'instruction, le niveau de bien-être, l'accès à l'information et la situation géographique de la population.

Mots clés : INCLUSION FINANCIERE, GENRE

Abstract

Senegal is a country affected by gender-based discrimination even in the banking sector. Senegalese women have less access to banking services than men. This document aims to identify the extent of the gender effects on this difference in access to financial services and to shed light on the degree of intervention of the other explanatory criteria for this access. To accomplish this task, we will carry out an analysis of the gender effects on financial inclusion. A simple logit regression model is envisaged, based on data from the demographic survey of health in Senegal in 2017 concerning a sample of 41141 adults identified during this survey. It follows from this regression that gender certainly impacts the financial inclusion of the Senegalese population, but this impact is not statistically significant. However, access to finance is more largely explained by social characteristics such as level of education, level of well-being, access to information and geographical location of the population.

Keywords : FINANCIAL INCLUSION, GENDER

Introduction

L'égalité du genre est un sujet qui a longtemps suscité des réflexions dans le monde. Depuis la première moitié du XIX siècle, des mouvements sont nés en Europe et en Angleterre pour revendiquer les droits des femmes. Cependant, les femmes africaines se sont tardivement engagées dans ce processus d'émancipation. Toutefois, la mondialisation par son caractère unificateur des cultures a favorisé la prise de conscience des populations africaines et l'instruction des femmes conduisant progressivement à leur émancipation. Ainsi, la dernière décennie est marquée par la promotion de la femme et la lutte pour l'égalité et l'équité des genres en Afrique et en particulier au Sénégal.

Au Sénégal, nous avons assisté en 2010 à l'adoption de la loi sur la parité qui est un concept d'égalité et d'équivalence fonctionnelle. Grâce à cette loi, les femmes sont beaucoup plus représentées dans le parlement. Nous avons assisté en 2016 à la mise en place d'un dispositif institutionnel, technique et financier à travers la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité du genre horizon 2026. Cette stratégie se veut de « Faire du Sénégal un pays émergent en 2026 avec une société solidaire dans un Etat de droit, sans discrimination, où les hommes et les femmes auront les mêmes chances de participer au développement et de jouir des bénéfices de la croissance ».

C'est dans cette même lancée que le Sénégal, dans le cadre du PAP2A du PSE a pris en compte le genre dans tous ces axes stratégiques pour l'émergence en 2023. Des objectifs d'égalité et d'équité du genre sont aussi prévus dans le rapport national pour le développement humain du Sénégal. L'égalité des chances est donc au cœur des stratégies de développement des pays. Elle permet aux femmes de mieux participer aux activités de développement et ainsi augmenter le taux d'activité et nous mener vers une plus importante croissance économique.

Le secteur financier aussi n'est pas en reste dans la lutte pour les droits des femmes. On constate que les femmes ont un accès moins important aux services financiers que les hommes. Cependant, des politiques et stratégies sont mises en place pour favoriser l'inclusion financière des femmes. Les fruits de ces politiques commencent donc à apparaître, Alors qu'en 2011, 47 % de femmes et 54 % d'hommes détenaient un compte bancaire, ces proportions sont de 58 % et 65 % respectivement en 2014.

L'inclusion financière pourrait améliorer les conditions de vie des femmes, les rendre plus autonomes et de participer ainsi à la croissance économique. Selon Peter McConaghy (2015) l'inclusion financière est positivement corrélée à la croissance économique et est négativement proportionnelle au taux de pauvreté. Ce qui augmente le besoin de faire accéder les populations aux services financiers de base pouvant ainsi baisser la pauvreté dans cette région. Or Youssef

Kiendrebeogo et Alexandre Minea (2008) soutiennent que le taux de pauvreté à atteint 47,51% pour l'Afrique subsaharienne, soit deux fois plus que la moyenne mondiale.

Par conséquent, dans les pays africains, les femmes se donnent pour objectif de s'émanciper et de s'inclure dans les activités financières. Ces pays, en particulier ceux de l'UEMOA sont engagés dans des stratégies d'inclusion financière. C'est dans ce même sens que s'inscrit la semaine de l'inclusion financière initiée par la BCEAO depuis 2018 pour une meilleure éducation financière des populations. En effet, la microfinance ainsi que les paiements mobiles participent fortement à la hausse du taux d'inclusion financière en Afrique.

La promotion du genre et l'inclusion financière sont toutes des leviers de développement socio-économique économique. C'est dans ce sens que plusieurs études ont tenté d'analyser leurs interactions. Selon SUSAN JOHNSON (2007) la microfinance est impactée par les inégalités du genre du fait que les femmes ont un accès aux services financiers inférieur à celui des hommes. Néanmoins, les institutions de financement augmentent la productivité des femmes donc celle de l'économie concernée. Pour maintenir ces institutions efficaces, le Projet d'Appui à la Réglementation des Mutuelles d'Épargne et de Crédit (PARMEC) a aidé au financement des IMF.

La communauté internationale et les Etats déploient des efforts concertés pour développer l'inclusion financière. En 2011, le groupe de la banque mondiale a lancé la base de données Global Findex pour aider les Etats et les organisations de développement à cerner les informations relatives à l'inclusion financière. A cette époque 2,5 milliards d'adultes dans le monde ne disposaient pas de compte bancaire. C'est par la suite que des progrès ont été notés et le nombre d'adultes sans compte bancaire baisse jusqu'à 1,7 milliards et continue à baisser selon les données de Findex. Parallèlement, la proportion d'adultes disposant de compte bancaire a grimpé de 51% à 69% entre 2011 et 2014. Le groupe de la banque mondiale est en bonne voie pour concrétiser son objectif d'accès financier pour tous.

En 2011 alors que seulement 6% de la population adulte disposait de compte bancaire formel, le Sénégal atteint en 2017 un taux de détention de compte bancaire de 42%. En ce qui concerne le taux global d'utilisation des services financiers, il est de 62,2% en 2016 en tenant compte des taux de pénétration des banques, des systèmes financiers décentralisés, de la poste ainsi que de la monnaie électronique. L'inclusion financière peut être comparée à un nouvel avatar de la libéralisation financière dont le développement est important pour les décideurs politiques et des organisations de développement du monde.

L'inclusion financière peut jouer un rôle important dans l'autonomisation économique des femmes. L'accès aux comptes d'épargne formels, par exemple, aide les femmes à atténuer les chocs économiques, tandis que les paiements numériques leur permettent de mieux contrôler leurs revenus et leurs transactions.

Dans de nombreuses sociétés, les femmes sont victimes de discrimination et sont disproportionnellement vulnérables. Les inégalités liées aux rôles différents attribués aux deux sexes ont des implications sur les aspects les plus fondamentaux de l'autodétermination, de la dignité et de la liberté, qui à leur tour influencent l'inclusion financière.

Cependant, la dynamique de genre peut changer avec le temps. L'industrie des services financiers peut être à la fois un catalyseur et un baromètre de l'égalité des sexes. À elle seule, l'inclusion financière n'entraîne pas l'égalité des sexes. Cependant, seulement avec un accès égal à toute la gamme des services financiers basés sur les besoins - épargne, crédit, assurance, paiements - et l'éducation financière qui les accompagne, les femmes ont une chance d'autonomisation sociale et économique.

Il est alors important de s'interroger sur l'effet que le genre qui est un aspect important de la vie sociale peut avoir sur l'inclusion financière qui est une stratégie financière très importante dans une économie. Qu'elles travaillent à la maison ou à l'extérieur, qu'elles soient employées ou indépendantes, l'inclusion financière fournit aux femmes les outils pour accumuler des biens, générer des revenus, gérer les risques financiers et participer pleinement à l'économie.

Nous voulons étudier les effets genre sur l'inclusion financière au Sénégal nous allons donc étudier la question suivante :

Les femmes bénéficient-elles de la même accessibilité aux services bancaires que les hommes ?

L'objectif générale de cette recherche est d'analyser si le fait d'être femme impact l'accès aux services financiers. Il s'agit plus spécifiquement d'étudier d'une part le niveau d'accès des femmes sénégalaises aux services financiers et d'autre part identifier la différence d'accès entre les hommes et les femmes afin de quantifier la probabilité d'accès aux services financières selon le sexe. Ce travail est structuré comme suit : la section une présente la revue de la littérature existante sur l'inclusion financière mais surtout celle en rapport avec le genre, la section deux décrit la méthodologie et la section trois le cadre pratique.

1. REVUE DE LA LITTERATURE

1.1 Définition des concepts

1.1.1 Le genre

Le genre est un concept utilisé en sciences sociales pour désigner les différences entre les hommes et les femmes. Il se distingue du type sexuel qui fait référence aux différences biologiques. Par « genre » on entend la construction socioculturelle des rôles masculins et féminins et des rapports entre les hommes et les femmes. La conception du genre est alors dynamique et différente selon l'évolution du temps, l'environnement, les circonstances particulières et les différences culturelles.

1.1.2 L'inclusion financière

L'inclusion financière désigne l'offre de services financiers et bancaires de base à faible coût. Elle constitue un canal privilégié d'insertion des couches sociales défavorisées dans le tissu économique et social. Les services bancaires sont aujourd'hui indispensables à une intégration correcte à la société. Elle a donc pour objectif de lutter contre l'exclusion bancaire et les inégalités sociales. Le constat est qu'au Sénégal, la microfinance joue un rôle très important dans l'inclusion financière à travers les microcrédits.

Le microcrédit est un crédit de faible montant, avec intérêts, accordé à des micro-entrepreneurs qui n'ont pas accès aux services financiers traditionnels. Il permet aux populations exclues du système bancaire classique de développer des activités génératrices de revenus. Aujourd'hui les politiques d'inclusion financière sont intégrées dans les stratégies de développement des états et sont ainsi devenus des objectifs importants des banques et institutions de microfinance.

1.2 Littérature théorique

Les sociétés humaines ont longtemps été constituées de sorte que les femmes obéissent aux hommes et occupent des tâches non rémunérées tel que les travaux domestiques. C'est par la suite que l'évolution des pensées, conduisant à l'émancipation des femmes, a donné naissance à des mouvements qui vont revendiquer les droits de ces dernières et lutter contre les discriminations entre les sexes. C'est ce qui explique que certains féministes des années 1930 comme Adrienne Sahuqué et d'autres comme Hélène Rouch se sont interrogé sur les questions de genre.

Les études sur le genre sont nées en Angleterre pour ensuite migrer vers l'Europe et le reste du monde. C'est dans cette perspective que Ilana Löwy et Hélène Rouch (2003) affirme : « Alors que la problématique du « gender » a été introduite et développée par les féministes anglo-américaines dès le début des années 1970, celle du « genre » a eu du mal à s'imposer en France

dans les études féministes et, a fortiori, dans les universités et instituts de recherche ». La question du genre a migré dans le temps pour arriver en Afrique et par le même canal, au Sénégal.

Cependant, le genre se distingue du sexe, selon Maneesha Lal (2003) « la distinction entre le sexe et le genre est devenue axiomatique dans la pensée anglo-américaine féministe depuis plus de deux décennies ». Il est né des mouvements de féministes mais est différent de ces derniers. C'est dans cette perspective que l'historien Oliver Hubert (2004) affirme que « l'histoire du genre n'est pas une appellation neuve de l'histoire des femmes, pas plus qu'elle n'est une histoire des femmes et des hommes. Elle est plutôt une histoire des représentations bipolaires du monde et, secondairement, de l'incorporation de ces représentations par les acteurs sociaux ».

Ces théories explicatives des questions de genre nous ont révélé que les femmes sont souvent ralliées au second plan surtout en ce qui concerne la prise de décision. En effet, les hommes ont toujours bénéficié de plus de considération que les femmes surtout dans les domaines à hautes responsabilités. Ces inégalités homme/femme se font particulièrement sentir dans les différents domaines de l'économie comme le secteur bancaire.

L'accès aux services bancaires améliore l'autonomisation des femmes participant ainsi à leur émancipation, à relever leur niveau de vie et leurs confiance en elles. Or la confiance en soi est un concept complexe qui touche à la fois la manière dont les femmes perçoivent leurs capacités et leur niveau réel de compétences ; CHESTON et KHUN (2006).

Cependant, même si les femmes ont gagné le droit de disposer de comptes bancaires depuis plus de 50 ans, les difficultés d'accès aux crédits demeurent une préoccupation. Les femmes sont souvent victimes de refus d'octrois de crédit, de restrictions ou bien de limitations sur les montants de crédits reçus. Cette discrimination qu'elles subissent est une problématique qui a fait l'objet de plusieurs réflexions d'où l'abondance de la littérature sur la question.

Selon le rapport de la banque mondiale en 2009, « Le principal obstacle à l'augmentation de la participation des femmes dans les affaires au Liban est encore l'accès au financement ». Ce dernier est plus favorable aux hommes qu'aux femmes. En effet, les systèmes de garantie des prêts mis en place par les institutions financières donnent l'avantage aux hommes. Ces derniers sont le plus souvent détenteurs des actifs de valeurs pouvant assurer les garanties.

Cette situation est décrite par la spécialiste en genre Chikumbutso Mtemwa (2018) selon qui, dans beaucoup de pays, en particulier ceux de l'Afrique subsaharienne les femmes ont moins d'accès que les hommes aux services financiers.

Elle ajoute que cette discrimination pourrait être due au fait que les femmes possèdent rarement les biens exigés par les institutions financières en garantie d'un prêt. L'illustration parfaite de ces propos est le fait qu'en Afrique la coutume veut que les terres soient détenues par les hommes dans une famille.

Cette difficulté des femmes à accéder aux financements est plus fréquente dans les pays en développement. C'est le cas du Sénégal et du Mali dont l'étude des difficultés économiques des femmes a révélé que dans ces deux pays les femmes se heurtent à des difficultés similaires. Le principal obstacle demeure le poids des traditions qui relèguent la femme au second plan et ne lui accordent que peu de droits et de privilèges par rapport aux hommes.

En effet, les femmes accèdent plus difficilement aux services offerts par les grandes institutions financières et sont moins représentées dans le cadre professionnel. Selon l'organisation internationale du travail (en 2016) dans « le programme sur les entreprises durables » les femmes sont sous représentées dans le milieu du travail. En effet, L'OIT estime que, si 22% du potentiel productif des hommes est sous utilisé dans le monde, ce chiffre est de 50% pour les femmes.

Les femmes bénéficient souvent des crédits octroyés par les institutions de micro-crédits. La majorité d'entre elles qui opèrent dans les économies en développement et de transition disposent de très petites ou des micros entreprises au potentiel de croissance limité. Cette limitation des moyens des femmes est dénoncée dans le rapport de la banque mondiale en 2014 ; « les femmes l'entreprise et le droit ». Ce rapport stipule que malgré les efforts effectués pour l'égalité de traitement entre hommes et femmes, de nombreuses réglementations empêchent à ces dernières de participer pleinement au circuit économique.

Les années de lutte et de revendications ont servi à mieux représenter les femmes sur la scène économique. En effet, en 2011, le Fonds de Garantie pour la création, la reprise, et le développement d'entreprise à l'Initiative des Femmes (FGIF) a permis à plus de 1 500 femmes de créer leurs propres entreprises. Dans cette même perspective selon l'OIT en 2016 les femmes dirigent désormais un tiers de toutes les entreprises de l'économie formelle à travers le monde. Ces progrès peuvent s'expliquer par les efforts fournis et des politiques sont mises en œuvre dans plusieurs pays pour lutter contre les inégalités et hisser les femmes au même niveau que les hommes. C'est le cas en France où, le gouvernement avait annoncé un plan en faveur de l'entrepreneuriat féminin dont l'objectif est de faire progresser de dix points le taux de femmes entrepreneures à l'horizon 2017 ; Santoni et Barth (2014). Selon André (2019) Il y a encore beaucoup de défis à relever pour rendre l'inclusion financière et la diversité des femmes dans

l'industrie financière réelles et durables. Elle a besoin d'un engagement collectif des acteurs du secteur et des institutions publiques.

Les études effectuées sur l'inclusion financière nous montrent qu'elle est influencée par des caractéristiques socio-économiques et qu'elle est importante dans le processus de croissance économique. C'est le cas du travail de Camara, Peña & Tuesta (2014) qui montre que les niveaux de revenu et d'éducation sont explicatifs du niveau d'inclusion financière au Pérou.

Cette étude est similaire à ceux de Tuesta et al (2015) et de Fungáčová et Weill (2015). Tuesta et al. (2015) en Argentine ont conclu que le revenu et l'éducation sont tous des facteurs importants pour l'inclusion financière. Parallèlement Fungáčová et Weill (2015) ont montré qu'une meilleure éducation et des revenus plus élevés sont corrélés avec une utilisation plus élevée des comptes et du crédit formel en Chine. Dans cette même perspective, Sarma & Pais (2011), comme Sarma (2008) ont soutenu que les revenus, les inégalités de revenus, l'utilisation d'Internet et l'alphabétisation des adultes sont des facteurs importants pour l'inclusion financière dans un pays.

Nous retenons de cette littérature que les femmes ont longtemps été victimes de graves discriminations. Cependant leur émancipation a donné naissance à des mouvements qui ont réussi à éveiller l'opinion et à baisser les discriminations basées sur le genre. Dans le domaine des finances, les femmes ont désormais plus de moyens et de liberté participant ainsi au développement des économies ainsi qu'à la mondialisation qui est une nécessité pour les économies qui de nos jours sont très interdépendantes.

1.3 Littérature empirique

Selon la banque mondiale, l'inclusion financière permet à la population d'accéder aux facteurs de production, de financer leurs activités, d'épargner et de subvenir aux besoins quotidiens. Toutefois, les pays d'Afrique subsaharienne tardent à enclencher une dynamique d'inclusion financière. Selon la BCEAO, près de 50% de la population de l'Afrique subsaharienne n'est pas bancarisée. En outre, les femmes sont particulièrement laissées en rade dans ce processus d'inclusion financière. Il est donc important de mettre en place des mesures pour leur faciliter l'accès aux institutions financières.

La mise en place de ces mesures nécessite une identification des dimensions de l'inclusion financière pour ainsi capter les canaux par lesquels des politiques publiques seraient efficaces. Alors, pour trouver les paramètres déterminant le niveau d'inclusion financière ainsi que du rôle. Des chercheurs se sont intéressés à la constitution de différents indices d'inclusion financière D'autres aux déterminants de l'inclusion financière et à son rôle dans la croissance économique.

C'est l'exemple de Cámara et Tuesta (2014) qui ont présenté un indice multidimensionnel d'inclusion financière estimés par une ACP à deux niveaux. Ils ont montré qu'outre les variables liées à la population, les prêts bancaires augmentent l'inclusion financière étant donné que leurs bénéficiaires possèdent souvent un autre produit financier. Basés sur une approche identique à la précédente, Thi Truc Huong Nguyen (2020) a aussi élaboré un indice d'inclusion financière dans les pays en développement.

Plusieurs chercheurs penchés sur la question de l'inclusion financière ont abouti à l'évidence que l'inclusion financière est dépendante des caractéristiques sociales et économique des individus. Tuesta et al (2015) à partir d'un modèle probit sur des données de l'Argentine ont montré que les probabilités d'avoir un compte bancaire, une carte de crédit ou une carte de débit évoluent toutes dans le même sens que le revenu. Dans ce sens, Evans Olaniyi (2016), par une analyse en données de panel sur 15 pays africains, a montré que le PIB par habitant, le taux d'alphabétisation et l'activité bancaire islamique sont des facteurs explicatifs du niveau d'inclusion financière en Afrique. Dans le même sillage, Amina Haoudi et Ayoub Rabhi (2018) ont montré à travers une double régression que la couverture géographique, la densité des infrastructures bancaires ainsi que l'éducation se montrent favorables à l'inclusion financière. Principalement déterminée par le niveau de vie et de connaissance l'inclusion financière est un important levier de la croissance économique. Son rôle dans le développement économique est décrit par Sarma et Pais (2011) qui, à travers trois séries de régression sur trois ensembles différents de variables, ont montré que cette finance est positivement corrélée au niveau du PIB/tête. Dans ce même sens, Loan Thi-Hong Van et al (2019) ont à partir de la méthode des moments généralisés montré que le PIB/habitant est positivement lié à l'inclusion financière.

De la même façon, l'inclusion financière des femmes revêt un enjeu de taille pour impulser la dynamique de croissance. Pazarbasioglu (2019) partant d'un modèle d'évaluation d'impact montre que les programmes de réduction de la pauvreté en Afghanistan couplés avec une sensibilisation à l'épargne et à la familiarisation aux institutions de microfinance locales réduisent l'incidence de l'extrême pauvreté. Par ailleurs, la consommation comme la sécurité alimentaire ont augmenté chez les bénéficiaires de ces programmes, dont plus de 90 % sont des femmes. Par conséquent, ces programmes accroissent le taux d'inclusion financière des femmes pouvant ainsi aider à l'atteinte d'un niveau plus élevé d'autonomisation de celles-ci.

Ce rôle de l'inclusion financière dans le processus de croissance économique explique l'intérêt de hausser de son niveau. L'amélioration du niveau d'inclusion financière pourrait passer par l'éradication des discriminations du genre et la massification de l'accès aux services financiers.

C'est dans ce cadre que les gouvernements mettent tous les moyens en œuvre pour permettre un accès équitable aux services bancaires de base.

Toujours dans le souci de rendre les services financiers accessible à toutes les couches de la société, les réflexions portent sur les stratégies d'accès des femmes aux services financiers. En effet, Klapper et al (2013) à partir d'une régression multivariée ont analysé la différence d'utilisation des services financiers selon le sexe sur un échantillon de pays en développement. Il ressort de cette étude que dans les pays en développement, les femmes sont moins susceptibles de détenir un compte bancaire que les hommes. Le genre affecte la propriété des comptes indirectement par des différences en matière de revenu, d'éducation et de statut d'emploi qui existe entre les hommes et les femmes.

Dans ce même sens, Henri-Ukoha et al (2016), préoccupés par l'égalité d'accès aux outils de financement, ont testé l'hypothèse selon laquelle les caractéristiques socio-économiques des entrepreneuses n'influencent pas de manière significative leur accès au crédit. Ils ont, à partir d'un modèle logit montré que cette hypothèse n'est pas valide.

Toutefois selon les auteurs comme [Chao-Berroff, 1997 ; IRAM, 1996] et Guerin (2002), l'amélioration que l'inclusion financière apporte au bien-être et à l'autonomisation des femmes reste à relativiser selon le contexte. Ils ont respectivement évoqués la saturation des marchés et les situations d'échec des activités financées qui sont fréquentes en milieu rural.

Dans ce même sens, Paul Mosley et David Hulme [1998], à l'issue d'une étude d'impact relativement exhaustive menée auprès de treize dispositifs asiatiques, attirent également l'attention sur les effets pervers possibles et se montrent plutôt sceptiques à l'égard de la hausse de l'accès des femmes aux outils de microfinance. Ils montrent une très forte corrélation entre le niveau des revenus initiaux et l'augmentation de revenu induite par le crédit. Cependant, malgré les inquiétudes soulevées par ces auteurs, l'inclusion financière au-delà de l'amélioration de la situation économique des femmes présente des effets induits sur d'autres aspects affectant leur bien-être. Dans le dispositif Actuaire en Colombie, l'accès au crédit améliore l'accès à l'éducation, la santé et le logement. Pour la Grameen Bank au Bangladesh, la comparaison avec des non bénéficiaires montrent un impact substantiel en termes de santé, d'habillement et de construction [Doligez et Le Bissonnais, 1996]. Selon ce dernier, le crédit permet avant tout d'éviter la décapitalisation ou le recours au crédit usurier.

2 .METHODOLOGIE

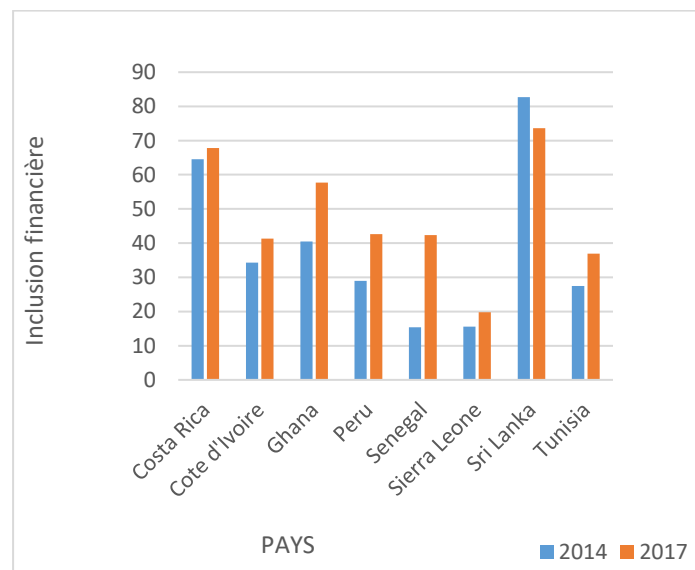
2.1 Les faits stylisés

Le terme « fait stylisé » a été introduit par l'économiste Nicholas Kaldor dans le cadre du débat sur la croissance économique de 1961. Les faits stylisés sont des observations empiriques relativement représentatives du fonctionnement d'un système économique. Nous allons décrire le niveau d'inclusion financière dans le monde et en particulier au Sénégal, ensuite nous allons montrer son importance sur la croissance économique des pays et enfin nous étudieront le niveau d'accès des femmes aux outils de financement.

2.1.1 L'accès à l'inclusion financière dans le monde et particulièrement au Sénégal

Suite au lancement de l'initiative «¹UFA2020 » des progrès sont notés dans l'accès aux services financiers. Au Sénégal, le bilan du système bancaire s'est établi à 7 378,7 milliards FCFA au premier semestre de 2029 contre 7 249,8 milliards FCFA en décembre 2018.

Figure N°1 : L'évolution de l'inclusion financière entre 2014 et 2017 au Sénégal et dans le RDM



Source : Auteur à partir des données de WDI 2018

Le taux d'inclusion financière a connu une augmentation dans beaucoup de pays entre 2014 et 2017. Cela peut s'expliquer par les stratégies politiques animées par une volonté d'inclure le maximum de population dans la vie financière. Cependant, cette hausse de l'inclusion financière connaît des disparités entre pays et entre les différentes couches sociales.

¹ En 2013, le Groupe de la Banque mondiale a présenté une nouvelle stratégie mondiale sur l'inclusion financière et a lancé l'initiative « UFA2020 », qui vise à généraliser l'accès à un compte courant chez tous les adultes du monde entier. « Banquemondiale.org 2018 »

2.1.2 L'importance de l'inclusion financière dans le développement sociaux-économique

L'inclusion financière est un levier de développement sociaux-économique dans la mesure où elle booste les moyens individuels et institutionnels. Elle peut augmenter l'indépendance financière des populations et par le même canal, participer au développement économique. Nous allons analyser ses effets sur la croissance économique, sur le développement humain et sur l'économie numérique.

2.1.2.1 L'inclusion financière et la croissance économique

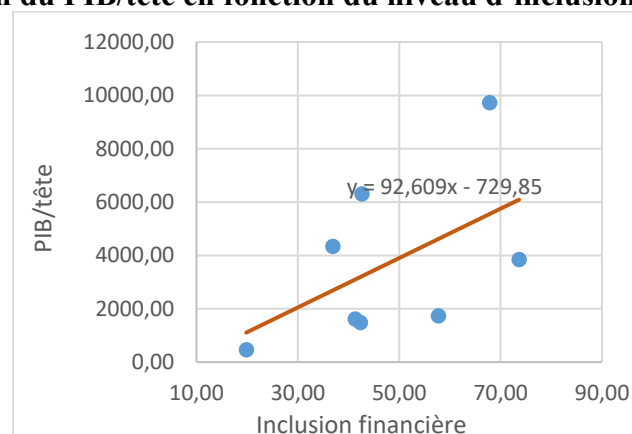
L'inclusion financière a souvent des effets positifs sur les grandeurs économiques. Elle est propice à la réalisation de certains objectifs du programme de développement durable à l'horizon 2030. En effet, certains de ces objectifs comme l'éradication de la pauvreté et celle de la faim peuvent être facilités par un bon taux d'inclusion financière. Nous allons alors analyser l'impact de l'inclusion financière sur des indicateurs du niveau de croissance économique tel que le produit intérieur brut, le revenu national brut, l'emploi et le chômage.

2.1.2.1.a L'inclusion financière et le PIB

Il est théoriquement prouvé que les modes d'inclusion financière peuvent soutenir la croissance économique et la réalisation d'objectifs de développement plus importants. Il est donc important d'étudier son effet sur les grandeurs économiques tel que le produit intérieur brut (PIB) et le revenu national brut (RNB).

Le PIB est un indicateur économique de la richesse produite par année dans un pays donné ; il permet de mesurer la croissance économique d'un pays. Le revenu national brut correspond à la somme des revenus perçus pendant une période donnée, par les agents économiques nationaux. C'est la somme du PIB et du solde des flux de revenus primaires avec le reste du monde.

Figure N°2 : Evolution du PIB/tête en fonction du niveau d'inclusion financière (2017)



Source : Auteur à l'aide des données de WDI 2018

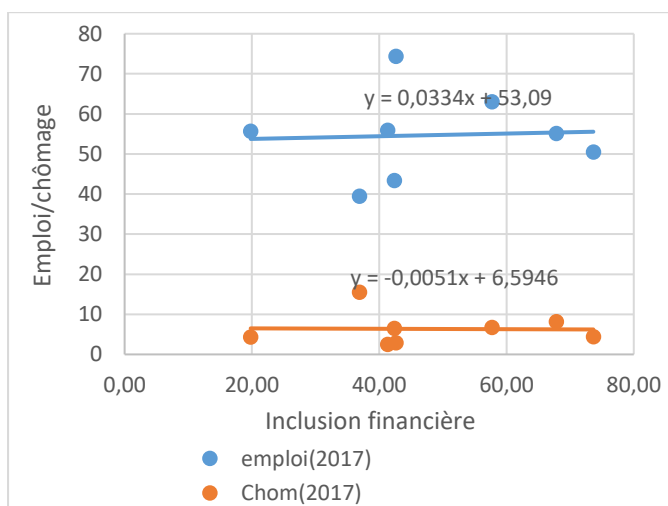
La courbe croissante justifie une relation positive entre le taux d'inclusion financière et le PIB/tête. L'inclusion financière a donc un impact positif sur ce dernier. En favorisant l'accès aux facteurs de productions et à d'autres outils de développement, l'inclusion financière agit sur la hausse du PIB/tête. Pour booster ses effets sur la croissance économique, des efforts sont consentis par les gouvernements sur les stratégies d'inclusion financière. De la même manière, le RNB est positivement corrélé à l'inclusion financière. Cependant, dans certains pays comme le Sénégal, le RNB est encore faible. Le rapport de la banque mondiale de 2019 classe le Sénégal parmi les 47 pays à revenus intermédiaires de la tranche inférieure. C'est-à-dire entre 1026 et 3995 milliards de dollar US. En effet, la banque mondiale estime le RNB du Sénégal à 1410 dollars US au titre de l'année 2018, il est loin derrière les pays comme la Costa Rica, le Pérou et la Sri Lanka.

2.1.2.1. b L'inclusion financière et le niveau de l'emploi

Le taux d'emploi est la proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler (15 à 64 ans). Il reflète la capacité d'une économie à utiliser ses ressources en main-d'œuvre. Quant au chômage, il peut être défini comme l'état d'une personne de la population active sans emploi et qui en recherche. L'évolution du taux d'occupation est faible dans beaucoup de pays entre 2014 et 2018. Au Sénégal, entre 2014 et 2018 on est passé d'un taux 43,19% à un taux de 43,43% des emplois. Ces données couplées avec les progrès notés dans l'accès aux services financiers révèlent que le niveau de l'emploi n'est pas fortement corrélé avec le niveau de l'inclusion financière.

Des efforts sont réalisés dans le cadre de la lutte contre le chômage dans plusieurs pays comme le Sénégal où cette perspective de lutte contre le chômage est en voie de porter des fruits. Il faut cependant savoir qu'au Sénégal le chômage affecte plus les femmes que les hommes même si cette tendance est à la baisse. Entre 2014 et 2018 les femmes sont passées d'un taux de chômage à 1,8 point de pourcentage au-dessus de celui des hommes à un taux supérieur à celui des hommes de 1,6 point de pourcentages.

Figure N°3 : Evolution du niveau d'emploi en fonction de l'inclusion financière (2017)



Source : Auteur à partir de WDI 2018

Il existe une corrélation positive mais très faible entre le niveau de l'emploi et l'inclusion financière. Ni l'emploi, ni le chômage ne sont pas trop sensibles à l'évolution de l'inclusion financière. Néanmoins, le taux de chômage diminue et le taux d'emploi augmente si le niveau d'accès aux services bancaires augmente.

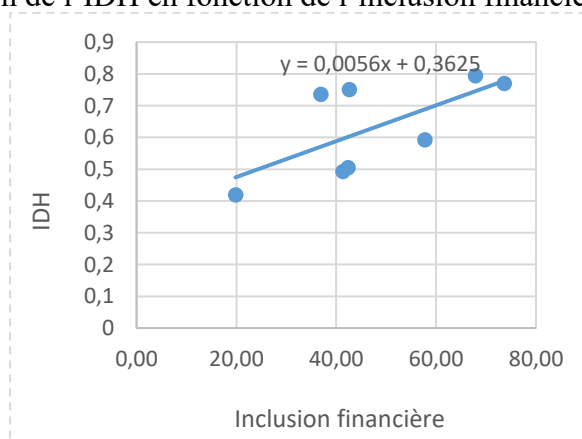
2.1.2.2 L'inclusion financière et le développement humain

La notion de développement humain fait référence au développement des individus par la création de capacités humaines, au développement des individus par leur participation active aux processus qui déterminent leur vie et à leur développement par l'amélioration de leurs conditions de vie.

2.1.2.2.a L'inclusion financière et l'IDH

Le développement humain est mesuré par un indice statistique composite qui est l'Indice de Développement Humain (IDH). C'est un indice qui évolue entre 0 et 1 selon le niveau de développement du pays.

Figure N°4 : Evolution de l'IDH en fonction de l'inclusion financière dans le monde (2017)



Source : Auteur à partir de WDI 2018

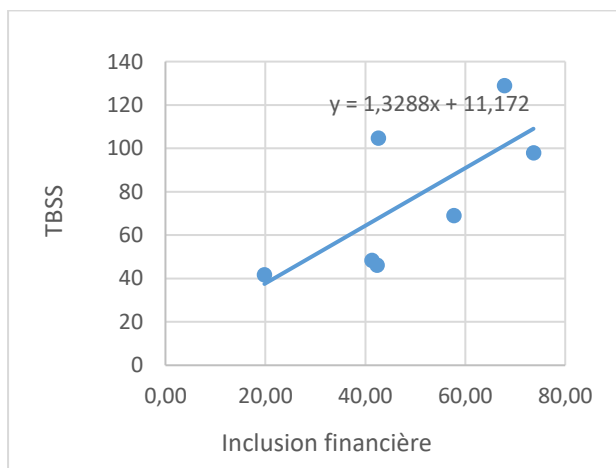
Comme le taux d'inclusion financière, l'IDH n'a cessé d'augmentation entre 2014 et 2018. Au Sénégal, on note une augmentation de l'IDH qui passe de 0,486 à 0,505 entre 2014 et 2018. L'IDH se fonde sur trois critères que sont le PIB/tête, l'espérance de vie à la naissance et le niveau d'éducation des enfants et des jeunes de 17ans et plus. Cette augmentation de l'IDH peut aussi s'expliquer par les efforts d'inclusion financière de la population.

2.1.2.2.b L'inclusion financière et le taux brut de scolarisation

Le taux brut de scolarisation (TBS) représente le total des inscriptions dans un niveau spécifique d'éducation, sans distinction d'âge, exprimé en pourcentage de la population officiellement scolarisable au même niveau pour une année scolaire donnée.

Au Sénégal, on est passé d'un TBS de 50,25% à un taux de 46,12% entre 2014 et 2017. La mise œuvre des politiques de maintien des enfants à l'école devient une nécessité parce que le TBS secondaire est nettement plus faible que le TBS primaire (85,58 en 2017). C'est dans ce contexte qu'est née une politique de maintien des enfants à l'école jusqu'à l'âge de 15 ans. Nous allons prendre le TBSS comme référence dans cette étude.

Figure N°5 : Inscriptions secondaires et inclusion financière (2017)

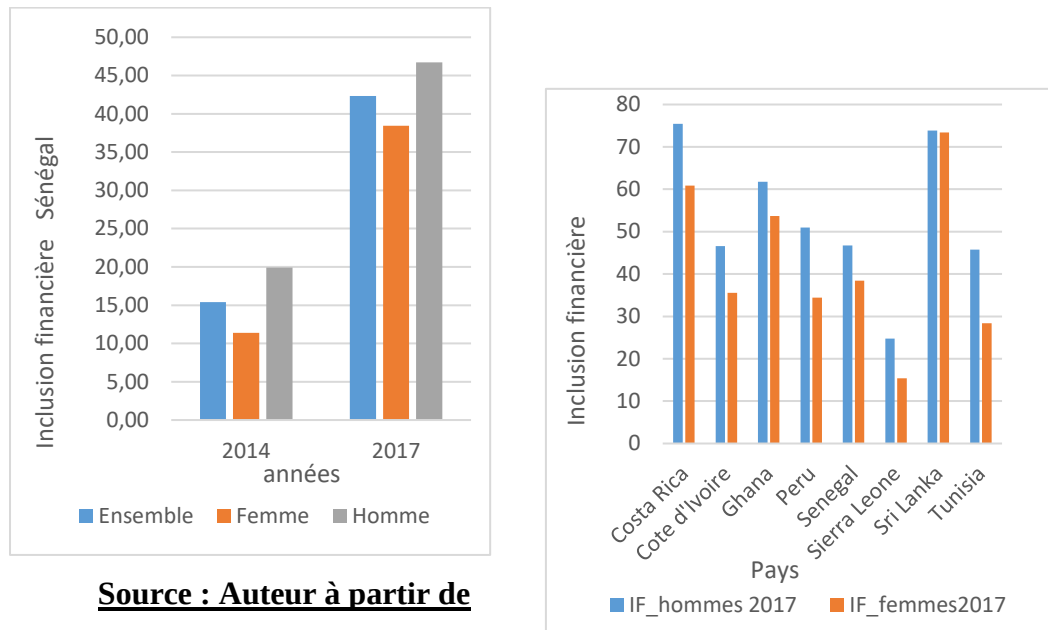


Source : Auteur à partir de WDI 2018

Le TBS secondaire augmente avec l'inclusion financière, on peut alors constater l'existence d'une relation positive entre l'inclusion financière et le TBS secondaire. L'inclusion financière a alors un impact positif sur le niveau d'instruction d'une population.

2.1.3 L'accès à l'inclusion financière selon le genre au Sénégal et dans le reste du monde

Figure N° 6/7 : Evolution de l'inclusion financière au Sénégal et dans le RDM selon le genre



Source : Auteur à partir de

WDI 2018

Avec un taux d'inclusion financière de 15,42% en 2014, le Sénégal a atteint un taux de 42,34 en 2017. Alors, de grands efforts d'inclusion financière sont effectués dans ce pays. On note un taux d'inclusion financière des femmes moins important que celui des hommes. Mais cette différence d'inclusion financière entre hommes et femmes tend à la baisse. En 2014, les hommes avaient une inclusion financière supérieure à celle des femmes de 8,53 point de pourcentage mais en 2017 cette différence était de 8,27 points de pourcentage.

Comme au Sénégal, l'inclusion financière dans le reste du monde est plus favorable aux hommes. Il est alors urgent de remédier à ces inégalités d'accès aux services financiers rendant les femmes dépendantes. Cependant, il faut noter que ces dernières années cette différence diminue avec les politiques facilitant l'accès des femmes aux institutions de financement.

2.2 LES INDICATEURS D'INCLUSION FINANCIERE

Pour capter le poids de l'accès aux services financiers sur la situation socio-économique du Sénégal, nous allons mesurer l'inclusion financière et ses effets à travers les variables ci-dessous :

2.2.1 La variable endogène /expliquée : Compte bancaire

Dans plusieurs études l'inclusion financière est appréhendée à l'aide d'un indice d'inclusion financière. Cependant, dans notre étude comme dans celle d'Henri-Ukoha et al (2016) ainsi que dans celle d'Amina Haoudi, Ayoub Rabhi (2018) nous allons nous limiter à la simple détention

de compte bancaire pour appréhender l'inclusion financière. Dans ce même sens, pour Klapper et al (2013) la variable endogène (inclusion financière) représente soit la détention de compte bancaire, soit l'épargne soit l'emprunt.

2.2.2 Les variables exogènes sont les suivantes :

Accès_Téléphone, Accès_radio, Accès_télévision, ordinateur, internet, Région, type de place de résidence, Sexe du chef de ménage, Sexe de l'individu, Age de l'individu, Indice de bien être combiné, Statut.

La variable d'intérêt est la variable genre. On peut aussi s'intéresser au sexe du chef de ménage pour voir son impact sur la détention de compte bancaire. Les variables de contrôle de l'inclusion financière sont ici le niveau de bien-être et le niveau d'étude, l'accès aux moyens de communications ainsi que le milieu de résidence. Ces variables sont prises en compte dans beaucoup d'études traitant de l'inclusion financière. Et nous allons d'abord étudier leur dépendance avec la variable compte bancaire.

2.3 METHODOLOGIE DE RECHERCHE

Ce travail dont le but est d'étudier des effets du genre sur l'inclusion financière au Sénégal sera structuré de façon à répondre explicitement et objectivement aux interrogations que le sujet laisse entendre. Pour y parvenir, nous allons utiliser des données fiables pour bien quantifier les variables. Nous allons faire une analyse économétrique en utilisant la base EDS (Enquête Démographique de la Santé de 2017) comme outil de travail dans laquelle les données de genre sont prises en compte. Cette recherche nous permet d'analyser l'impact du genre sur les opportunités d'accès aux services financiers. Il permettra par ailleurs de mettre en exergue les caractéristiques qui, associées au genre renforcent cet accès.

La variable endogène d'accès aux services financière est qualitative et dichotomique. Nous allons utiliser les modèles dichotomiques dont l'application à des problématiques économiques a largement contribué à améliorer l'interprétation des modèles simples. Dans la suite, nous allons supposer l'existence d'un caractère qualitatif « détention d'un compte bancaire ». Cette variable peut prendre deux modalités disjointes : « détention » et « non détention » on dit qu'elle est dichotomique.

2.3.1 Les modèles dichotomiques :

Les modèles dichotomiques sont définis par Christophe Hurlin (2003) comme des modèles statistiques mis en œuvre dans le cadre de l'analyse des variables qualitatives binaires. Il s'agit généralement d'expliquer la survenue ou non d'un événement. On considère un échantillon de 41141 personnes, pour chacune d'entre elles, on observe si l'évènement « accès à un compte

bancaire » s'est réalisé et l'on note y_i la variable associée à cet événement. Quel que soit i un individu de l'échantillon,

$$y_i = \begin{cases} 1 & \text{si l'individu } i \text{ détient un compte bancaire} \\ 0 & \text{si l'individu } i \text{ ne détient pas de compte bancaire} \end{cases}$$

Etant donné ce codage, Il s'agit de déterminer la probabilité de survenue de l'événement $y_i = 1$ Sachant les caractéristiques X_i de l'individu i .

$$p_i = p(y_i = 1 | X_i) = F(Y) \quad (1)$$

Partant de l'hypothèse $y_i = X_i\beta + \varepsilon_i$ Où

y_i = détention de compte bancaire,

X_i = vecteur des caractéristiques individuelles un coefficient β et

ε_i = le terme d'erreur

Alors (1) peut s'écrire comme suit :

$$p_i = p(y_i = 1) = p(X_i\beta + \varepsilon_i = 1) = p(\varepsilon_i = 1 - X_i\beta) = p(\varepsilon_i = X_i\beta') = F(X\beta')$$

Ainsi la probabilité de survenue de l'événement y_i se définit comme l'espérance de la variable y_i .

$$E(y_i) = ; Prob(y_i = 1) \times 1 + Prob(y_i = 0) \times 0 = Prob(y_i = 1) = p_i$$

$$E(y_i) = F(X_i\beta')$$

Où la fonction $F(.)$ désigne une fonction de répartition. Le choix de la fonction de répartition $F(.)$ est a priori non contraint. Toutefois, on utilise généralement deux types de fonction : la fonction de répartition de la loi logistique et la fonction de répartition de la loi normale centrée réduite. A chacune de ces fonctions correspond un nom attribué au modèle ainsi obtenu : modèle logit et modèle Probit.

2.3.1.1 Modèle Probit :

Dans ce modèle, la fonction de répartition $F(.)$ correspond à la fonction de répartition de la loi normale centrée et réduite $\forall z \in \mathbb{R}$.

$$F(z) = \int_{-\infty}^z \frac{1}{\sqrt{2\pi}} e^{-\frac{z^2}{2}} dz \quad \text{et} \quad p_i = F(X_i\beta) = \int_{-\infty}^{x_i\beta} \frac{1}{\sqrt{2\pi}} e^{-\frac{(x_i\beta)^2}{2}} dx_i\beta$$

2.3.1.2 Modèle Logit :

Dans le modèle logit, la fonction de répartition $F(.)$ correspond à une fonction logistique $\forall z \in \mathbb{R}$. On suppose que la variable aléatoire suive une loi logistique définie par la fonction de répartition suivante :

$$F(z) = \frac{e^z}{1 + e^z} = \frac{1}{1 + e^{-z}} = \Lambda(z) \quad z \in \mathbb{R}$$

Donc

$$p_i = \Lambda(x_i\beta) = \frac{1}{1 + e^{-x_i\beta}}$$

$$\forall i = 1, \dots, N$$

2.3.2 Choix du modèle

Pour choisir entre les deux modèles ci-dessus nous allons effectuer une étude de la performance de chacune d'elles. Pour ce faire nous allons analyser les qualités prévisionnelles de chacun de ces deux modèles en effectuant le teste d'hypothèses suivant :

H0 : le modèle est bien spécifié

H1 : le modèle est mal spécifié

Ainsi le modèle de notre étude sera le modèle qui a le plus grand pourcentage de prédiction exacte.

3. Cadre Pratique

3.1 Etude de la dépendance entre la variable endogène et les variables exogènes

Pour tester la dépendance entre la variable endogène et les variables exogènes on effectue le test d'indépendance du Khi-deux dans les tableaux qui suivent. Les hypothèses de ce test sont les suivantes :

H0 : Les variables sont indépendantes / H1 : Les variables sont dépendantes

Tableau N°1 : Test d'indépendance entre l'accès aux services bancaires et le lieu de résidence

Région	Avoir un compte bancaire			Pearson chi2 (² n-1)	Probabilité
	Oui	Non	Total		
Dakar	3,742	2,698	6,44	2.8e+03	0.000
Ziguinchor	2,133	2,503	4,636		
Diourbel	1,334	4,814	6,148		
Saint – Louis	1,215	4,072	5,287		
Tambacounda	1,826	4,55	6,376		
Kaolack	1,516	3,434	4,95		
Thiès	2,385	4,342	6,727		
Louga	1,108	4,541	5,649		
Fatick	1,52	4,486	6,006		
Kolda	1,279	4,202	5,481		
Matam	633	5,035	5,668		
Kaffrine	1,263	4,633	5,896		
Kédougou	1,002	2,982	3,984		
Sédhiou	1,599	4,103	5,702		
Total	22,555	56,395	78,95		

² n représente le nombre de modalité d'une variable

Urbain	10,207	8,282	18,489	2.9e+3	0.000
Rural	18,13	4,542	22,672		
Total	28,337	12,824	41,161		

Source : Auteur avec des données EDS Sénégal 2017

Les probabilités critiques des tests de dépendance sont nulles. Donc l'hypothèse nulle d'indépendance n'est pas vérifiée ; l'accès aux comptes bancaires est dépendant de la région habitée et du milieu de résidence.

Tableau N°2 : La détention de compte bancaire et accès aux technologies de l'information et de la communication

Variables	Modalités	Comptes bancaire				
		Non	Oui	Total	Pearson chi2 (n-1)	Probabilité
Accès Radio	Non	9,07	2,293	11,363	881.6341	0.000
	Oui	19,267	10,531	29,798		
	Total	28,337	12,824	41,161		
Accès Télévision	Non	16,87	2,485	19,355	5.7e3	0.000
	Oui	11,467	10,339	21,806		
	Total	28,337	12,824	41,161		
Avoir un téléphone mobile	Non	1,205	70	1,275	404.0823	0.000
	Oui	27,132	12,754	39,886		
	Total	28,337	12,824	41,161		
Avoir un ordinateur	Non	26,923	8,194	35,117	6.8e3	0.000
	Oui	1,414	4,63	6,044		
	Total	28,337	12,824	41,161		
Accès internet	Non	27,629	10,922	38,551	2.3e3	0.000
	Oui	708	1,902	2,61		
	Total	28,337	12,824	41,161		

Source : Auteur à partir des données de l'EDS Sénégal 2017

Les statistiques du Khi-Deux (Pearsonchi2) à n-1 degrés de liberté sont très élevées et les probabilités critiques des tests de khi deux de dépendance sont nulles. Donc les hypothèses nulles d'indépendance sont rejetées à tous les seuils conventionnels ; l'accès aux comptes bancaires est dépendant de l'accès aux TIC.

Tableau N°3 : La détention de compte bancaire et caractéristiques des socio-économiques des individus.

Variables	Modalités	Comptes bancaire				
		Non	Oui	Total	Pearson chi2 (n-1)	Probabilité
sexe du chef de ménage	Hommes	21,274	9,678	30,952	0.7307	0.000
	Femmes	7,063	3,146	10,209		
	Total	28,337	12,824	41,161		
sexe	Hommes	12,286	5,886	18,172	23.1284	0.000
	Femmes	16,051	6,938	22,989		
	Total	28,337	12,824	41,161		
Indice de bien-être	Plus Pauvres	8,872	821	9,693	9.7e03	0.000
	Pauvre	7,633	1,52	9,153		
	Moyen	6,679	2,726	9,405		
	Riche	3,93	3,438	7,368		
	Plus Riches	1,223	4,319	5,542		
	Total	28,337	12,824	41,161		
Niveau d'étude	Pas d'éducation	18,38	4,953	23,333	3.5e03	0.000
	primaire incomplet	3,985	2,203	6,188		
	Primaire complet	5864	396	982 8		
	Secondaire incomplet	0,568	3,647	0,215		
	Secondaire complet	153	335	488		
	Supérieur	317	1,055	1,372		
	Ne Sait Pas	348	235	583		
	Total	28,34	12,82	41,16		
Statuts	Célibataire	7,908	4,518	12,426	250.3173	0.000
	Marié	17,952	7,329	25,281		
	Veuf/Ve	1,718	590	2,308		
	Divorcé	742	384	1,126		
	Total	28,32	12,821	41,141		

Source : Auteur avec les données de l'EDS 2017

Les statistiques du Khi-Deux (Pearsonchi2) à n-1 degrés de liberté sont très élevées et les probabilités critiques des tests de khi deux de dépendance sont nulles. Donc les hypothèses nulles d'indépendance sont rejetées à tous les seuils conventionnels ; l'accès aux comptes bancaires est dépendant des caractéristiques de l'individu.

3.2 Critères de validité et Choix du modèle

3.2.1 Critères de validité du modèle

Pour étudier la validité du modèle choisit, nous allons étudier ses capacités prédictives et la spécification. Nous n'utiliserons le modèle pour quantifier nos variables que lorsqu'il a un grand pourcentage de prédictions vraies ($\geq 50\%$) et/ou que la spécification au modèle soit bonne. Cependant, nous allons utiliser le modèle avec le pourcentage de bonnes prédictions le plus élevé.

3.2.2 Choix du modèle :

En Annexe, la comparaison des pourcentages de prédiction exacts montre que le modèle logit prédit mieux nos données que le modèle probit. Nous allons donc choisir le modèle logit pour la résolution de notre problématique.

3.3 Estimation du modèle logit

L'estimation des paramètres avec un modèle logit simple montre que toutes les variables, à l'exception de la variable genre ont des effets positifs significatifs sur la détention de compte bancaire. Les variables de genre, l'une désignant le sexe de l'individu et l'autre le sexe du chef de ménage, qui ont des impacts négatifs sur la probabilité de détention d'un compte bancaire. Pour mieux quantifier les impacts des différentes modalités des variables nous allons effectuer une régression logit en prenant l'une des modalités de chaque variable comme référence.

Tableau 4a : Régression logit avec modalité de référence

<i>Logistic regression</i> <i>Log likelihood</i> = -18262,002			<i>Number of obs</i>	41,141
			<i>LR chi2(35)</i>	14524
			<i>Prob > chi2</i>	0
			<i>Pseudo R2</i>	0,2845
<i>compte_bancaire</i>	<i>Coef.</i>	<i>Std. Err.</i>	<i>Z</i>	<i>P</i> > z [95% <i>Conf. Interval</i>]
<i>Sexe</i>				
<i>Femme</i>	- 0,01704	0,028914	-0,59	0,555 -0,0737181 0,039623
<i>sexe_chef_ménage</i>				
<i>Femme</i>	-0,578335	0,032457	-17,82	0,000 0,5147197

<i>bien_être</i>						
<i>Pauvres</i>	0,8914991	0,050567	17,63	0,000	0,7923894	0,9906087
<i>Moyens</i>	1,802246	0,064213	28,07	0,000	1,676391	1,928101
<i>Riches</i>	2,899976	0,076750	37,78	0,000	2,749549	3,050404
<i>Plus riches</i>	3,993244	0,087759	45,50	0,000	3,821238	4,16525
<i>Niveau étude</i>						
<i>Primaire incomplet</i>	0,3304417	0,038524	8,58	0,000	0,2549355	0,4059478
<i>Primaire_complet</i>	0,412249	0,081361	5,07	0,000	0,2527829	0,5717151
<i>Secondaire_incomplet</i>	0,4562783	0,038800	11,76	0,000	0,3802303	0,5323262
<i>Secondaire_complet</i>	0,8951788	0,119881	7,47	0,000	0,6602147	1,130143
<i>Supérieur</i>	1,163291	0,081458	14,28	0,000	1,003635	1,322947
<i>Ne_Sait_Pas</i>	0,3261575	0,104050	3,13	0,002	0,122223	0,530092
<i>Statut</i>						
<i>Mariés</i>	0,1267116	0,037933	3,34	0,001	0,0523641	0,2010591
<i>veufs/Ve</i>	0,0731871	0,080932	0,90	0,366	-0,0854373	0,2318114
<i>Divorcés</i>	0,1858662	0,086158	2,16	0,031	0,0169988	0,3547335
<i>Age</i>	0,0028147	0,001072	2,62	0,009	0,0007123	0,004917
<i>téléphone_portable</i>						
<i>Oui</i>	0,9172369	0,134043	6,84	0,000	0,654516	1,179958
<i>Ordinateur</i>						
<i>Oui</i>	0,9470181	0,041494	22,82	0,000	0,8656912	1,028345
<i>accès télévision</i>						
<i>Oui</i>	0,2373536	0,044317	5,36	0,000	0,1504924	0,3242149
<i>accès radio</i>						
<i>Oui</i>	0,463508	0,032115	14,43	0,000	0,4005627	0,5264533
<i>accès internet</i>						
<i>Oui</i>	0,1248873	0,058591	2,13	0,033	0,0100493	0,2397253

Tableau 4b : Suite régression logit

<i>compte_bancaire</i>	<i>Coef.</i>	<i>Std. Err.</i>	<i>Z</i>	<i>P</i> <i>> z</i>	[95% <i>Conf. Interval</i>]
<i>Milieu résidence</i>					
<i>Rural</i>	0,4939459	0,036460 9	13,55	0,000	0,4224838 – 0,565408
<i>Région</i>					
<i>Ziguinchor</i>	1,370803	0,067724 8	20,24	0	1,238065 – 1,503542
<i>Diourbel</i>	- 0,3830919	0,067516 4	-5,67	0	0,5154217 – 0,2507621
<i>Saint – Louis</i>	- 0,2169249	0,065551 6	-3,31	0,001	0,3454036 – 0,0884462
<i>Tambacounda</i>	1,254488	0,068447 2	18,33	0	1,120334 – 1,388642

<i>Kaolack</i>	0,4632981	0,067542	6,86	0	0,3309182 – 0,595678
<i>Thiès</i>	0,2636961	0,058508 9	4,51	0	0,1490207 – ,3783716
<i>Louga</i>	- 0,2783453	0,069151 4	-4,03	0	0,4138795 – 0,1428111
<i>Fatick</i>	0,472488	0,067952 8	6,95	0	0,3393029 – 0,6056732
<i>Kolda</i>	1,142858	0,073757 2	15,49	0	0,9982962 – 1,287419
<i>Matam</i>	- 0,5386858	0,081137	-6,64	0	0,6977114 – 0,3796602
<i>Kaffrine</i>	1,299231	0,074557 2	17,43	0	1,153102 – 1,445361
<i>Kédougou</i>	1,11785	0,078162 2	14,3	0	0,9646553 – 1,271045
<i>Sédhiou</i>	1,279106	0,070547	18,13	0	1,140836 – 1,417376
<i>_cons</i>	-5,250916	0,155710 6	- 33,72	0	5,556103 – 4,945728

Source : Auteur à partir des données de l'EDS 2017

3.3.1 Test de significativité du modèle

3.3.1.1 Test de significativité globale

Pour tester la significativité globale du modèle, nous allons effectuer le test de Fisher de significativité globale du modèle dont les hypothèses sont les suivantes :

H0 : le modèle n'est pas globalement significatif

H1 : le modèle est globalement significatif

Le R^2 de McFadden est de 0,2845 dans cette régression et montre ainsi que 28,45% des fluctuations de la probabilité de détention de comptes bancaires sont expliquées par les variables explicatives tel que le sexe, le niveau d'étude et de bien-être, l'accès aux moyens de communication ainsi que le milieu d'habitation.

La statistique du ratio de vraisemblance suit sous l'hypothèse H0 une loi khi-deux à 35 degrés de liberté. La probabilité critique associée est nulle donc inférieure à tous les seuils, l'hypothèse H0 de non significativité globale du modèle est rejetée. Les variables exogènes ont globalement un effet significatif sur la probabilité de détention d'un compte bancaire.

3.3.1.2 Tests de significativité individuel des différentes variables

Ce test, à la différence du test de Fisher, nous renseigne sur la significativité individuelle d'une variable. Nous allons utiliser le test de Student pour étudier la significativité des variables.

Les hypothèses du test sont les suivantes :

H0 : la variable n'est pas significative

H1 : la variable est significative

Si la probabilité critique associée à la variable est inférieure au seuil statistique choisit (5% dans le cas de cette étude), l'hypothèse nulle est rejetée donc cette variable est bien significative. Dans le cas où cette probabilité est supérieure au seuil, la variable n'est pas significative. Le tableau 17 nous montre en effet que toutes les variables de notre étude, à l'exception de la variable sexe sont significatives.

3.3.2 Analyse de la qualité de prédiction du modèle

Tableau N° 5 : Capacité de prédiction du modèle

<i>Logistic model for compte_bancaire</i>			
<i>True</i>			
<i>Classified</i>	<i>D</i>	<i>~D</i>	<i>Total</i>
+	7075	2516	9591
–	5746	25804	31550
<i>Total</i>	12821	28320	41141
<i>Classified + if predicted $Pr(D) \geq .5$</i>			
<i>True D defined as compte_bancaire $\neq 0$</i>			
<i>Correctly classified</i>			79.92%

Source : Auteur par les données de l'EDS 2017

Le modèle offre 79.92% de prédiction correctes il a donc de bonnes qualités de prédiction.

3.3.3 Spécification du modèle logit

H0 : La Spécification au modèle logit est bonne

H1 : La Spécification au modèle logit est mauvaise

Tableau N° 6 : Spécification du modèle

<i>Logistic model for compte_bancaire, goodness – of – fit test</i>	
<i>number of observations =</i>	41141
<i>number of covariate patterns =</i>	31660
<i>Pearson $chi^2(31624) =$</i>	31854.26
<i>Prob > $chi^2 =$</i>	0.1798

Source : Auteur par les données de l'EDS 2017

La probabilité critique de 17,98% supérieurs à tous les seuils critiques, on peut alors dire que la spécification au modèle logit est bonne.

3.3.4 Impact de chacune des variables sur la détention de compte bancaire

Tableau 7 : Les effets marginaux des variables sur la détention de compte bancaire

Tableau 7.A Effets marginaux du sexe sur la détention de compte bancaire

<i>Delta – method</i>					
	<i>Margin</i>	<i>Std.Err.</i>	<i>Z</i>	<i>P > z</i>	<i>[95% Conf. Interval]</i>
<i>Sexe</i>					
<i>Hommes</i>	.3129839	.0029533	105.98	0.000	.3071956 .3187722
<i>Femmes</i>	.3105514	.0026145	118.78	0.000	.3054271 .3156757
<i>sexe_chef_ménage</i>					
<i>Hommes</i>	.3334127	.0022465	148.42	0.000	.3290097 .3378157
<i>Femmes</i>	.2546604	.0034009	74.88	0.000	.2479948 .2613261

Source : Auteur à partir des données de l'EDS Sénégal 2017

Tableau 7.B : Effets des caractéristiques individuelles sur la détention de compte

<i>Delta – method</i>					
	<i>Margin</i>	<i>Std.Err.</i>	<i>Z</i>	<i>P > z</i>	<i>[95% Conf. Interval]</i>
<i>bien_être</i>					
<i>Plus Pauvres</i>	.082003	.0035	23.43	0.000	.0751432 .0888628
<i>Pauvres</i>	.16752	.0044134	37.96	0.000	.1588699 .1761701
<i>Moyens</i>	.3080173	.005322	57.88	0.000	.2975863 .3184483
<i>Riches</i>	.5283821	.0077691	68.01	0.000	.5131549 .5436093
<i>Plus Riches</i>	.738359	.0084353	87.53	0.000	.7218261 .7548918
<i>Niveau_étude</i>					
<i>Pas d'éducation</i>	.278801	.002858	97.55	0.000	.2731994 .2844026
<i>Primaire incomplet</i>	.3273586	.0048961	66.86	0.000	.3177624 .3369549
<i>Primaire complet</i>	.3400111	.0122686	27.71	0.000	.3159651 .3640572
<i>Secondaire incomplet</i>	.3469177	.0047756	72.64	0.000	.3375578 .3562777
<i>Secondaire complet</i>	.4190438	.0200684	20.88	0.000	.3797105 .4583771
<i>Supérieur</i>	.4654079	.0137359	33.88	0.000	.4384861 .4923298
<i>Ne sait pas</i>	.3267026	.0155913	20.95	0.000	.2961442 .3572611
<i>Statut</i>					
<i>Célibataires</i>	.2997675	.0040642	73.76	0.000	.2918018 .3077331
<i>Mariés</i>	.3176922	.0026211	121.21	0.000	.3125551 .3228294
<i>Veufs/Ve</i>	.3100501	.0095209	32.57	0.000	.2913895 .3287107
<i>Divorcés</i>	.3262558	.0115958	28.14	0.000	.3035284 .3489832

Source : Auteur à partir des données de l'EDS Sénégal 2017

Tableau 7.C : Effets marginaux des TIC sur la détention de compte bancaire

Delta – method						
	Margin	Std.Err.	Z	P > z	[95% Conf. Interval]	
téléphone_portable						
Non	.197737	.0144478	13.69	0.000	.1694198	.2260541
Oui	.3134441	.0018886	165.97	0.000	.3097426	.3171456
Ordinateur						
Non	.2875165	.0022312	128.86	0.000	.2831435	.2918895
Oui	.4439906	.0069263	64.10	0.000	.4304153	.4575659
accès_télévision						
Non	.2891423	.0045868	63.04	0.000	.2801523	.2981323
Oui	.3236177	.0030508	106.08	0.000	.3176382	.3295971
accès_radio						
Non	.2629964	.0037011	71.06	0.000	.2557423	.2702504
Oui	.327895	.0022258	147.31	0.000	.3235325	.3322575
accès_internet						
Non	.3104913	.0019413	159.94	0.000	.3066864	.3142962
Oui	.3286276	.0083481	39.37	0.000	.3122657	.3449895

Source : Auteur à partir des données de l'EDS Sénégal 2017

Tableau 7.D : Effet marginaux des variables géographiques sur la détention de compte bancaire

Delta – method						
	Margin	Std.Err.	Z	P > z	[95% Conf.Interval]	
milieu_résidence						
Urbain	.2816395	.0026318	107.01	0.000	.2764812	.2867978
Rural	.348776	.0032479	107.38	0.000	.3424102	.3551418
Région						
Dakar	.2524268	.0051383	49.13	0.000	.242356	.2624976
Ziguinchor	.4483977	.0076969	58.26	0.000	.433312	.4634834
Diourbel	.2086849	.0056488	36.94	0.000	.1976134	.2197563
Saint – Louis	.2270195	.0058734	38.65	0.000	.2155079	.2385312
Tambacounda	.4297802	.0076025	56.53	0.000	.4148796	.4446808
Kaolack	.3121865	.0070921	44.02	0.000	.2982862	.3260868
Thiès	.2855383	.0054042	52.84	0.000	.2749463	.2961304
Louga	.2201285	.0060605	36.32	0.000	.2082501	.2320069
Fatick	.3134454	.0067091	46.72	0.000	.3002959	.3265949
Kolda	.4121809	.0085926	47.97	0.000	.3953398	.429022
Matam	.1924015	.0068207	28.21	0.000	.1790331	.2057699
Kaffrine	.4369099	.0086471	50.53	0.000	.419962	.4538578
Kédougou	.4082773	.0094244	43.32	0.000	.3898058	.4267488
Sédhiou	.4336979	.0077856	55.71	0.000	.4184385	.4489573

Source : Auteur à partir des données de l'EDS 2017

3.4 : INTERPRETATION DES RESULTATS

3.4.1 Interprétation économétrique

Le genre, avec une probabilité critique de 0,438 n'a pas une influence significative sur la détention de compte bancaire. Cependant, le coefficient de la modalité femme (-0.0170471) montre que ces dernières ont un accès moins élevé à la détention de compte bancaire que les hommes. Cependant, le sexe du chef de ménage est important dans l'accès aux services financiers en effet, les ménages dirigés par des femmes ont un accès plus faible aux comptes bancaires. La probabilité des individus à détenir un compte bancaire augmente de 33,3% dans les ménages dirigés par des hommes, et de 25,5% dans les ménages dirigés par des femmes.

De la même façon, les variables bien-être et niveau d'étude ont toutes des impacts significatifs et positifs sur la détention de compte bancaire. Les individus avec des niveaux de revenu plus élevés ont un meilleur accès aux comptes bancaires que ceux plus pauvres prises ici comme référence. Ceux avec un niveau de revenu plus élevés ont 73,8% de chances en plus de détenir un compte bancaire. Pour le niveau d'étude aussi, plus il est élevé, plus cet individu a accès aux services bancaires. C'est ainsi que les personnes ayant des niveaux très élevés d'étude ont 46,5% de chances supplémentaires de détenir un compte bancaire.

L'âge des individus est un critère important dans l'accès aux services bancaires. Le coefficient positif (0.0028147) de la variable âge montre que cette dernière a un effet positif sur la détention de compte bancaire. Quant au statut de l'individu, c'est un critère quelques fois important dans l'accès aux comptes bancaires mais son importance n'est pas tout le temps justifiable.

En ce qui concerne les moyens de communications, leur influence sur la détention de compte bancaire est positive et importante. Les téléphones portables et les ordinateurs sont les moyens de communication qui agissent le plus sur la hausse des chances d'accès aux services financiers. Les téléphones portables haussent de 31,3% les chances de leurs détenteurs à l'accès aux banques toute chose étant égal par ailleurs. Cependant, ceux vivant sans téléphone n'ont que 19,77% de chances de détenir un compte bancaire. Les individus disposant d'un ordinateur quant à eux ont 44,39% de chances supplémentaires de détenir un compte bancaire ceteris paribus alors que ceux qui n'en disposent pas n'ont que 28,7% de chance d'en détenir.

Dans plusieurs travaux, la situation géographique de résidence des individus impactent positivement et significativement la détention de compte bancaire. Cependant, notre étude montre que les individus vivant en milieu rural ont plus de chances à détenir un compte bancaire que ceux vivant en milieu urbain. La vie en milieu rural augmente les chances d'accès aux comptes bancaires de 34,88% alors que celle en milieu urbain n'augmentent ces chances que

de 28,16% si les autres critères sont constants. Il ressort de cette étude aussi que les individus vivant dans les régions telles que Diourbel, Saint-Louis, Louga et Matam ont moins accès aux services bancaires que ceux vivant à Dakar. Par contre les individus vivant dans les autres régions ont tous plus de chance de détenir un compte bancaire que ceux vivant à Dakar.

3.4.2 Discussion des résultats

Comme dans l'étude Klapper et al (2013), notre étude montre que l'accès des femmes sénégalaises aux services bancaires est moins important que celui des hommes. Ces résultats corroborent ceux du rapport d'enquête sur la situation de référence de l'inclusion financière au Sénégal selon le sexe. Ce rapport montrent qu'au Sénégal, les hommes enregistrent le taux d'accès le plus élevé aux institutions financières qui est de 27,2% contre 16,8% pour les femmes. Cette différence est expliquée par Henri-Ukoha et al (2016) qui ont montré que les caractéristiques socio-économiques des entrepreneuses influencent considérablement leur accès au crédit.

Les différences d'accès aux outils financiers basées sur la discrimination du genre peuvent s'expliquer par le niveau d'étude qui est souvent plus élevé chez les hommes. Selon Amina Haoudi et Ayoub Rabhi (2018) l'éducation est favorable à l'inclusion financière. Dans cette même perspective, Leonard NKOUKA SAFOULANITOU (2019) stipule que les individus instruits ont une meilleure connaissance des différentes institutions financières ainsi que des opportunités offertes par ces dernières.

Identiquement aux résultats de Sarma et Pais (2011), nous avons trouvé que le niveau de richesse des individus explique leur accès aux services financiers. Dans un travail similaire, Loan Thi-Hong Van et al (2019) ont trouvés une corrélation positive entre l'inclusion financière et le niveau du PIB/tête. Les individus avec un plus haut niveau de revenu ont plus tendance à épargner et ont plus de facilité à trouver les garanties pour l'accès aux crédits bancaires.

Le tableau 8 de l'annexe montre que la disponibilité des moyens de communication explique un plus haut niveau d'accès aux services financiers comme c'est déjà démontré par Sarma et Pais (2011). La détention d'ordinateur offre 44,39% de chances supplémentaires d'accès aux banques. C'est dans ce sens qu'Abdoulaye Ndiaye et Adoum WEIBIGUE (2020) affirment que « le projet pour la promotion du M-Banking comme un premier outil d'inclusion financière des non bancarisés mérite d'être soutenue en Afrique de l'Ouest ».

Djamchid Assadi et Anaïs Cudi (2011) quant à eux ont affirmé que la téléphonie mobile, par le biais des services financiers mobiles offre un avantage aux populations illettrées en réduisant

les procédures administratives. Le mobile Banking est une alternative moins chère et plus adaptée que les services financiers conventionnels à offrir des micro-crédits.

Très semblables aux moyens traditionnels de communication, l'accès à l'internet aussi est une variable significative avec un impact positif sur la détention de compte bancaire. L'accès internet hausse les chances de détention de compte bancaire de 32,9%. Cet impact positif et significatif de l'internet est décrit par Sarma et Pais (2011) ainsi que par Leonard NKOUKA SAFOULANITOU (2019).

En fin, le milieu de résidence est important dans l'accès aux services financiers. C'est dans cette perspective que Baza et Sambasiva (2017) constatent que la distance entre le milieu de résidence et la localisation des institutions de crédit constituent des obstacles importants à l'inclusion financière en Ethiopie. Dans ce même sens, Honohan et King (2012) par le biais d'une étude sur plusieurs pays africains, ont révélé que la localisation en termes de résidence urbaine et rurale est importante pour l'accès aux services financiers.

Cependant, le sens des avantages est surprenant dans notre étude, les individus vivants en milieu rural ont plus de sens de détenir des comptes bancaires que ceux vivant en milieux urbain. Vivre en milieu rural offre aux individus 34,9% de chances supplémentaires de détenir un compte bancaire alors que cette proportion n'est que de 28,2% pour ceux vivant en milieu urbain. Ce taux élevé de détenteurs de comptes bancaires en milieu rural peut s'expliquer par la bancarisation dans ces zones rurales avec l'installation des institutions d'épargne et de micro-crédit. Ces résultats s'opposent à ceux du rapport sur la SRIF au Sénégal qui montre le plus grand taux de détention de compte bancaire à Dakar (39%).

CONCLUSION

Il ressort de ce travail que l'inclusion financière est fortement influencée par la situation géographique et sa couverture en moyens de communication mais aussi par certaines caractéristiques sociales telles que le revenu et le niveau d'instruction.

La variable genre aussi, même si elle n'est pas significative, est une caractéristique déterminant dans l'accessibilité des services bancaires. Les hommes ont plus de chances de détenir un compte bancaire. Cependant, l'accès aux institutions financières est principalement déterminé par les caractéristiques sociales comme le niveau de bien-être qui est étroitement lié au revenu et le niveau d'instruction de la population étudiée. C'est dans ce cadre qu'au Sénégal, les femmes rencontrent plus de difficultés d'accès aux services bancaires de base que les hommes. En effet, les femmes sénégalaises possèdent souvent les plus faibles niveaux de bien-être et sont moins instruites que les hommes.

Les limites de cette recherche résident dans le fait qu'elle a considéré la seule détention de compte bancaire comme étant le principal indicateur d'inclusion financière. Cependant, dans le cadre d'une thèse, on pourrait plus approfondir cette étude en s'intéressant à la constitution d'un indice d'inclusion financière qui pourrait aussi aider à mieux cerner ce phénomène. Cet indice pourrait homogénéiser les caractéristiques individuelles, et faciliter ainsi une étude des effets genre en rendant ainsi plus accessible la comparaison entre les deux sexes.

Pour éradiquer les différences d'accès aux services bancaires et hisser les femmes au même niveau d'inclusion financière que les hommes, il faut mettre en œuvre des stratégies visant à rendre les caractéristiques sociales indépendantes du sexe des individus. Il s'agit :

- ❖ Du maintien des filles à l'école pour donner plus de chances aux femmes de bénéficier des mêmes niveaux d'instruction que les hommes.
- ❖ De la réduction des inégalités de revenu afin que les niveaux de bien-être soient plus nuancés.
- ❖ De faciliter l'accès aux moyens de communication pour booster le niveau d'utilisation des services bancaires de base par la population.
- ❖ D'augmenter la bancarisation de certaines zones dans lesquelles les institutions de financement sont rares.

BIBLIOGRAPHIE

- Paul Mosley et David Hulme [1998], « Microentreprise finance : is there a conflict between growth and poverty alleviation ?
- Guerin (2002), « MICROFINANCE ET AUTONOMIE FEMININE », Working Paper N° 32.
- Christophe Hurlin (2003), « *Economie des variables qualitatives* », Cours Univariés Université d'Orléans Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion.
- Ilana Löwy et Hélène Rouch (2003) « *genèse et développement du genre : les sciences et les origines de la distinction entre sexe et genre* », Harmattan « Cahiers du Genre » 2003/1 n° 34 pages 5 à 16.
- Maneesha Lal (2003), « *Sexe, genre et historiographie féministe contemporaine : l'exemple de l'Inde coloniale* », Harmattan « Cahiers du Genre » 2003/1 n° 34 pages 149 à 169.
- Ollivier Hubert (2004), « *Féminin/masculin : l'histoire du genre* » Volume 57, numéro 4, printemps 2004, Université de Montréal ; Revue d'histoire de l'Amérique française.
- SUSAN JOHNSON (2007), « *Etudes En Développement de l'université de BATH* », Appuis au Développement Autonome.
- Sarma (2008), « *Index of Financial Inclusion* », Indian Council For Research On International Economic Relations.
- Youssef Kiendrebeogo et Alexandre Minea (2008), « **Accès aux services financiers et réduction de la pauvreté dans les PED** », Revue économique Vol. 64, No.3 Published By : Science Po University Press.
- Djamchid Assadi et Anaïs Cudi (2011), « *Le potentiel d'inclusion financière du "Mobile Banking". Une étude exploratoire* ».
- Sarma et Pais (2011), « Financial Inclusion and Development: A Cross Country Analysis », JEL Classification: G21, O16, O50.
- Honohan et King (2012), « Cause and effect of financial access: cross-country evidence from the finscope surveys », IIS Discussion Paper No. 399.
- Klapper et al (2013), « *Financial Inclusion and Legal Discrimination Against Women : Evidence from Developing Countries* », The World Bank, Development Research Group Finance and Private Sector Development Team.
- Camara, Peña & Tuesta (2014), « *Factors that Matter for Financial Inclusion : Evidence from Peru* » BBVA RESEARCH JEL : D14, G21.
- Fungáčová et Weill (2015), « *Understanding financial inclusion in China* » Bank of Finland, BOFIT Institute for Economies in Transition.

Peter McConaghy (2015), « Le rôle des services financiers dans les crises humanitaires », FORUM sur l'accès aux services financiers.

SANTONI et **BARTH** (2014), « *Le rôle du réseau dans le développement de l'entrepreneuriat féminin : cas d'un centre entrepreneurial au sein d'un business school* ».

Tuesta, Noelia Cámara et al. (2015), « *Financial inclusion and its determinants : the case of Argentina* ».

Evans, Olaniyi (2016), « *Determinants of Financial Inclusion in Africa : A Dynamic Panel Data Approach* », Pan Atlantic University, Lagos, Nigeria.

Rapport ANSD (2016), « *Analyse genre des bases de données existantes* », ENES (enquête nationale sur l'emploi au Sénégal), ESPS (enquête sur la santé et la protection sociale), STEPS. Henri-Ukoha, C.A. Emenyonu et al (2016), « *WOMEN ENTREPRENEURS' ACCESS TO MICROFINANCE BANK CREDIT IN IMO STATE, NIGERIA* » Global Journal of Agricultural Research.

Noelia Cámara David Tuesta (2017), « *Measuring Financial Inclusion : A Multidimensional Index* », Bank of Morocco – CEMLA – IFC Satellite Seminar at the ISI World Statistics Congress on "Financial Inclusion" Marrakech, Morocco.

UEMOA (2018), « *Rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA au cours de l'année 2017* ».

Direction De La Réglementation Et De La Supervision Des Systèmes Financiers Décentralisés (2017) « *Enquête sur la situation de Référence de l'Inclusion Financière au Sénégal (ESRIF)* ».

Amina Haoudi, Ayoub Rabhi (2018), « *Les déterminants de de l'inclusion financière en Afrique : Évidence sur la détention d'un compte courant* », Colloque international, « Finance, inclusion et durabilité en Afrique » 4 et 5 Mai 2018 à l'ENCG de Fès.

Chikumbutso Mtemwa (2018), « *Financial empowered women benefit the whole community* ». André (2019), Conférence TradeTech FX.

Leonard Nkouka Safoulaniou (2019), « *déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC)* », Faculté des Sciences Économiques de l'Université Marien Ngouabi, Brazzaville- Congo.

Abdoulaye NDIAYE (LARES UGB) ET Adoum WEIBIGUE (LINC UCAD), (2020) « *Mobile-Banking, un potentiel d'inclusion financière au Sénégal : le rôle de la proximité géographique des points de services de transfert d'argent sur l'adoption* ».

Sarma et Pais (2011) « *Financial Inclusion and Development : A Cross-Country Analysis* ».

Thi Truc Huong Nguyen (2020), « *Measuring financial inclusion : a composite FI index for the developing countries* », University of Economics, Ho Chi Minh, Viet Nam.

ANNEXE

Tableau 8: Régression avec le modèle Logit simple

<i>Logistic regression</i>	<i>Number of obs</i>				41,141
	<i>LR chi2(13)</i>				12492,8
	<i>Prob > chi2</i>				0
Log likelihood = -19277,603	<i>Pseudo R2</i>				0,2447
<i>compte_bancaire</i>	<i>Coef.</i>	<i>Std. Err.</i>	<i>z</i>	<i>P</i>	<i>[95% Conf. Interval]</i>
<i>sexe</i>	-0,0210595	0,0271764	-0,77	0,438	-,0743243 ,032205
<i>sexe_chef_ménage</i>	-0,6303119	0,0308375	-20,44	0	-,6907523 -,5698714
<i>bien_être</i>	0,7306338	0,0184577	39,58	0	,6944575 ,7668102
<i>Niveau_étude</i>	0,1548671	0,0082509	18,77	0	,1386957 ,1710385
<i>statut</i>	0,0370046	0,0179923	2,06	0,04	,0017403 ,0722689
<i>âge</i>	0,002196	0,0009143	2,4	0,016	,000404 ,0039879
<i>téléphone_portable</i>	0,9814713	0,1323486	7,42	0	,7220728 1,24087
<i>ordinateur</i>	1,102507	0,0390693	28,22	0	1,025932 1,179081
<i>accès_télévision</i>	0,2430903	0,0387792	6,27	0	,1670843 ,3190962
<i>accès_radio</i>	0,4115685	0,0308831	13,33	0	,3510388 ,4720982
<i>accès_internet</i>	0,4314274	0,0554786	7,78	0	,3226914 ,5401635
<i>milieu_résidence</i>	0,2327745	0,0319077	7,3	0	,1702366 ,2953123
<i>région</i>	0,0299124	0,0035887	8,34	0	,0228787 ,0369461
<i>_cons</i>	-4,65498	0,1676276	-27,77	0	-4,983524 -4,326436

Source : Auteur à partir des données de l'EDS 2017

Tableau 9 : Régression avec le modèle Probit simple

<i>Probit regression</i>	<i>Number of obs</i>				41,141
	<i>LR chi2(13)</i>				12476.44
	<i>Prob > chi2</i>				0.0000
Log likelihood = 19285.783	<i>Pseudo R2</i>				0.2444
<i>compte_bancaire</i>	<i>Coef.</i>	<i>Std. Err.</i>	<i>z</i>	<i>P</i>	<i>[95% Conf. Interval]</i>
<i>Sexe</i>	-.0110755	.015657	-0.71	0.479	-.0417626 .0196116
<i>sexe_chef_ménage</i>	-.3623761	.0177741	-20.39	0.000	-.3972127 -.3275396
<i>bien_être</i>	.4232794	.0106508	39.74	0.000	.4024042 .4441546
<i>Niveau_étude</i>	.0911052	.0048279	18.87	0.000	.0816427 .1005677
<i>Statut</i>	.0211179	.0104443	2.02	0.043	.0006475 .0415882
<i>Age</i>	.0012328	.0005259	2.34	0.019	.000202 .0022635
<i>téléphone_portable</i>	.5047794	.0653537	7.72	0.000	.3766885 .6328703
<i>Ordinateur</i>	.6753837	.0231818	29.13	0.000	.6299482 .7208192
<i>accès_télévision</i>	.1363277	.022419	6.08	0.000	.0923872 .1802682
<i>accès_radio</i>	.2376264	.0175	13.58	0.000	.2033271 .2719257
<i>accès_internet</i>	.244733	.0319635	7.66	0.000	.1820857 .3073804
<i>milieu_résidence</i>	.1395259	.0187295	7.45	0.000	.1028168 .1762351
<i>Région</i>	.0167454	.0020528	8.16	0.000	.0127219 .0207689

_cons	-2.651768	.0885316	-29.95 0.000	-2.825287 - 2.478249
-------	-----------	----------	--------------	-------------------------

Source : Auteur à partir des données de l'EDS 2017

Tableau 10 : Qualité de prédiction des modèles probit et logit

Probit model for compte_bancaire			Probit			Logit		
			True			True		
Classified	D	~D	Total	D	~D	Total	D	~D
-	6364	2313	8677	6387	2594	32328	6387	2594
+	6457	26007	32464	6434	2379	8813	6434	2379
Total	12821	28320	41141	12821	28320	41141	12821	28320
Classified + if predicted $Pr(D) \geq .5$								
True D defined as compte_bancaire != 0								
Sensitivity	$Pr(+D)$		49.64%	$Pr(+D)$		50.18%	$Pr(+D)$	
Specificity	$Pr(-\sim D)$		91.83%	$Pr(-\sim D)$		91.60%	$Pr(-\sim D)$	
Positive predictive value	$Pr(D+)$		73.34%	$Pr(D+)$		73.01%	$Pr(D+)$	
Negative predictive value	$Pr(\sim D-)$		80.11%	$Pr(\sim D-)$		80.24%	$Pr(\sim D-)$	
False + rate for true ~D	$Pr(+\sim D)$		8.17%	$Pr(+\sim D)$		8.40%	$Pr(+\sim D)$	
False - rate for true D	$Pr(-D)$		50.36%	$Pr(-D)$		49.82%	$Pr(-D)$	
False + rate for classified +	$Pr(\sim D+)$		26.66%	$Pr(\sim D+)$		26.99%	$Pr(\sim D+)$	
False - rate for classified -	$Pr(D-)$		19.89%	$Pr(D-)$		19.76%	$Pr(D-)$	
Correctly classified			78.68%			78.69%		

Source : Auteur

Niveaux d'accès aux comptes bancaires selon les caractéristiques socio-économiques

		Compte bancaire		
		NON	OUI	Total
Status	Célibataire	74,43	35,35	100
	Mariés	71,06	34,04	100
	Veufs	65,96	28,94	100
	Divorcés	64,65	25,57	100
Niveau d'étude	Paseduc&prescolaire	78,4	21,6	100
	Primaire	64,84	35,16	100
	Secondaire	54,77	45,23	100
	Lycée	23,1	76,9	100
sexe de l'individu	Hommes	67,90	32,10	100
	Femmes	69,91	30,09	100
Sexe du chef de ménage	Homme	68,9	31,1	100
	Femme	69,37	30,63	100
Niveau de bien être	Plus pauvres	91,71	8,29	100
	Pauvres	83,43	16,57	100

	Moyens	71,08	28,92	100
	Riches	53,37	46,63	100
	Plus riches	22,18	77,82	100

		Compte bancaire		
		NON	OUI	Total
	sedhiou	71,26	59,1	100
	kedougou	73,88	47,61	100
	Kaffrine	77,39	37,82	100
	Matam	87,47	32,47	100
	Kolda	74,55	31,73	100
	Fatick	72,57	28,74	100
	Louga	79,93	27,43	100
	Thiès	62,18	26,12	100
	Kaolack	67,53	25,45	100
	Tambacounda	68,27	25,3	100
	Saint-Louis	74,7	22,98	100
	Diourbel	77,02	22,61	100
	Ziguinchor	52,39	20,07	100
	Dakar	40,9	12,53	100
Région	Total	69,02	30,98	100
lieu de résidence	urbain	55,35	44,65	100
	rural	80,1	19,9	100

		Compte bancaire		
Variables		NON	OUI	
	NON	71,82	28,18	100,00
	OUI	27,60	72,40	100,00
Accès Internet	Total	69,02	30,98	100,00
	NON	87,30	12,70	100,00
	OUI	52,70	47,30	100,00
Accès à une Télé	Total	69,02	30,98	100,00